

Table of Contents

<u>AUTRE TOURNÉE EN PRÉPARATION</u>	1
<u>25 MORTS DANS UNE OPÉRATION ANTI-TALIBANS</u>	2
<u>DION SUR LE CAS KHADR LE CHEF LIBÉRAL DÉPLORE QUE LE GOUVERNEMENT NE FASSE RIEN POUR ASSURER UN PROCÈS JUSTE AU CANADIEN DÉTENU À GUANTANAMO</u>	3
<u>LE MINISTRE BERNIER CHAHUTÉ</u>	5
<u>Discours sur l'Afghanistan; Le ministre Bernier chahuté</u>	6
<u>Le discours de Bernier perturbé</u>	8
<u>Les militaires testent leur matériel</u>	9
<u>Le discours de Maxime Bernier est perturbé</u>	10
<u>Paradoxe</u>	11
<u>Discours sur l'Afghanistan : Maxime Bernier chahuté</u>	12
<u>Le thé avec les cousins afghans</u>	13
<u>Aucun pays ne peut se retirer, dit l'OTAN</u>	15
<u>Le lobby de Karzaï</u>	16
<u>Lettres: Les quatre erreurs de Stéphane Dion</u>	17
<u>Non à la guerre</u>	18
<u>Dion veut que Khadr soit jugé au Canada</u>	19
<u>Afghanistan: des protestataires perturbent le discours de Bernier</u>	21
<u>Prime de risque pour les soldats du 22e; Les soldats déployés en Afghanistan rentreront avec plus de 20 000 \$ en poche</u>	22
<u>Enquête canadienne sur les priorités du gouvernement; Les Québécois opposés à la hausse du budget de l'armée</u>	25
<u>Bernier chahuté</u>	27

AUTRE TOURNÉE EN PRÉPARATION

SOURCETAG 0709200241
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.20
EDITION: Final
SECTION: Arts Et Spectacles
PAGE: 70
BYLINE: RIM BOUKHSSIMI
WORD COUNT: 137

Les militaires en Afghanistan auront bientôt droit à un tour de chant et d'humour. Des artistes québécois songent en effet à partir divertir les troupes, Richard Petit le confirme. En coulisses, plusieurs artistes commencent à être sollicités.

Discrétion

Le chanteur rapporte cependant que certains ne sont pas connus et donc peu médiatisés. Il explique également pourquoi l'armée se fait discrète.

"C'est quand même risqué, explique-t-il. S'ils annoncent qui y va et quand, avec les moyens de communication dont les talibans disposent, il peut leur arriver le pire. C'est mieux qu'ils ne disent rien. "

Moral

Sur place, connus ou non, ils auront la même mission de soutenir le moral des soldats. Ils auront peut-être peur, ils auront certainement chaud, mais ils feront ce qu'ils font le mieux: divertir.

Le plus important est que les troupes auront bientôt de la visite québécoise. Un petit air de chez eux au milieu des montagnes afghanes qui leur remontera le moral.

25 MORTS DANS UNE OPÉRATION ANTI-TALIBANS

SOURCETAG 0709200211
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.20
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 54
BYLINE: AFP
DATELINE: KABOUL
WORD COUNT: 188

KABOUL — (AFP) Environ 2 500 soldats de l'Otan et de l'armée afghane ont lancé hier une nouvelle offensive contre les talibans dans le sud de l'Afghanistan, alors que les violences ont tué 25 personnes, en majorité des islamistes.

L'offensive conjointe a coïncidé avec une attaque– suicide dans cette région très instable du Helmand qui a blessé huit policiers, selon un commandant de la police. Une autre attaque de ce type à une soixantaine de kilomètres au nord de Kaboul contre la principale base militaire américaine n'a tué que le kamikaze, a indiqué le ministère de l'Intérieur.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), l'Otan en Afghanistan, a lancé son opération tôt hier dans la vallée de Gereshk où d'intenses combats opposent depuis des semaines les talibans aux troupes britanniques.

"C'est une opération destinée à nettoyer la zone des talibans et aider à restaurer l'autorité gouvernementale ", a seulement déclaré le major Charles Anthony, un porte-parole de l'Isaf, lors d'un point de presse à Kaboul.

C'est dans cette province dont de larges zones échappent au contrôle des autorités, qu'est cultivé l'essentiel du pavot qui finance les talibans. !@MOTSCLES=AFGHANISTAN — OPÉRATION DE L'OTAN

DION SUR LE CAS KHADR LE CHEF LIBÉRAL DÉPLORE QUE LE GOUVERNEMENT NE FASSE RIEN POUR ASSURER UN PROCÈS JUSTE AU CANADIEN DÉTENU À GUANTANAMO

SOURCETAG 0709200171

PUBLICATION: Le Journal de Montréal

DATE: 2007.09.20

EDITION: Final

SECTION: Nouvelles

PAGE: 28

ILLUSTRATION: 1. PHOTO D'ARCHIVES Stéphane Dion a rencontré pendant plus d'une heure deux des avocats militaires américains d'Omar Khadr dans un hôtel du centre-ville de Toronto.

BYLINE: PC

DATELINE: TORONTO

WORD COUNT: 299

TORONTO -- (PC) Ottawa doit appliquer plus de pression sur Washington pour qu'un Canadien incarcéré dans la prison militaire américaine de Guantanamo Bay soit finalement traduit en justice, a soutenu hier le chef libéral Stéphane Dion -- sinon, Omar Khadr devrait subir son procès au Canada.

M. Dion a rencontré pendant plus d'une heure deux des avocats militaires américains de Khadr dans un hôtel du centre-ville de Toronto, en profitant du 21e anniversaire du détenu pour réclamer de nouveau sa libération.

"Nous ne pouvons accepter que le procès de ce Canadien ait lieu à Guantanamo, a dit M. Dion. Il (Khadr) doit être traduit en justice devant un tribunal civil. C'est ce que nous demandons (...) et si les autorités américaines refusent, nous demanderons alors le rapatriement de ce citoyen."

Accusé de meurtre

Le jeune homme de 21 ans est accusé du meurtre d'un officier américain en Afghanistan en 2002 lors d'un affrontement dans un camp d'Al-Qaïda, alors qu'il n'était âgé que de 15 ans. Il est depuis détenu au camp militaire de Guantanamo, à Cuba.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, était en déplacement hier et n'a pu commenter l'affaire.

Son porte-parole Neil Hrab a toutefois reconnu que les accusations contre Khadr sont "graves", tout en estimant qu'il est trop tôt pour débattre du lieu où le procès aura éventuellement lieu.

"Toutes questions concernant les intentions du Canada de demander ou non la libération d'Omar Khadr de Guantanamo sont prématurées et spéculatives, puisque le processus judiciaire et les appels ne sont pas terminés", a dit M. Hrab.

Le Canada est le seul pays occidental à ne pas avoir encore obtenu la libération d'un de ses citoyens de Guantanamo, a dit M. Dion. D'autres pays -- comme le Danemark, la France, l'Espagne et l'Allemagne -- ont obtenu la libération de leurs ressortissants, tandis que le Royaume-Uni a même obtenu la libération de

DION SUR LE CAS KHADR LE CHEF LIBÉRAL DÉPLORE QUE LE GOUVERNEMENT NE FASSE RIEN

résidents permanents qui ne sont pas des citoyens. !@MOTSCLES=POLITIQUE

DION SUR LE CAS KHADR LE CHEF LIBÉRAL DÉPLORE QUE LE GOUVERNEMENT NE FASSE RIEN

LE MINISTRE BERNIER CHAHUTÉ

SOURCETAG 0709200158
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.09.20
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 23
DATELINE: PC
WORD COUNT: 164

PC -- L'allocution du ministre Maxime Bernier sur l'Afghanistan, hier soir à Montréal, a été perturbée par une dizaine d'interruptions de protestataires, qui ont dû être tour à tour expulsés de la salle.

De plus, une vingtaine d'entre eux ont eu un accrochage avec des policiers, à l'extérieur de l'hôtel où le ministre prenait la parole. Certains ont été poussés, menottés et mis à l'écart, mais il n'y a pas eu usage de gaz ni de matraques.

Le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier a pris la parole au colloque international sur la mission du Canada en Afghanistan, organisé par le CERIUM, le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale.

Les protestataires s'étaient glissés incognito parmi les autres convives et avaient payé leur place, soit 30 \$ pour les étudiants et 50 \$ pour les autres participants. Le ministre Bernier venait à peine de commencer son discours lorsqu'il a été interrompu une première fois, puis une seconde, une troisième, par un manifestant.
!@MOTSCLES=COLLOQUE SUR L'AFGHANISTAN

Discours sur l'Afghanistan; Le ministre Bernier chahuté

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)

DATE: 2007.09.20

SECTION: Actualités

PAGE: 2

SOURCE: LA PRESSE CANADIENNE

BYLINE: Lévesque, Lia

DATELINE: MONTRÉAL

WORD COUNT: 432

L'allocation du ministre Maxime Bernier sur l'Afghanistan, hier soir à Montréal, a été perturbée par une dizaine d'interruptions de protestataires, qui ont dû être tour à tour expulsés de la salle.

De plus, une vingtaine d'entre eux ont eu un accrochage avec des policiers, à l'extérieur de l'hôtel où le ministre prenait la parole. Certains ont été poussés, menottés et mis à l'écart, mais il n'y a pas eu usage de gaz ni de matraques.

Le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier a pris la parole au colloque international sur la mission du Canada en Afghanistan, organisé par le CERIUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal et le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale. Places payées

Les protestataires s'étaient glissés incognito parmi les autres convives et avaient payé leur place, soit 30 \$ pour les étudiants et 50 \$ pour les autres participants.

Le ministre Bernier venait à peine de commencer son discours lorsqu'il a été interrompu une première fois, puis une seconde, une troisième, par un manifestant qui criait son message "contre le complexe militaro-industriel", par exemple, pendant que le ministre tentait tant bien que mal de continuer à se faire entendre des autres convives.

Des manifestants ont été expulsés par des policiers ou par le service de sécurité, d'autres se sont faits rabrouer par des participants au colloque qui voulaient entendre le ministre.

Quelques-uns des protestataires interrogés se sont identifiés au groupe "Bloquez l'empire", d'autres ont affirmé n'être que des étudiants isolés.

Dans son allocution, le ministre Bernier a vanté les mérites de la présence canadienne en Afghanistan pour la démocratie et la liberté. En réponse aux questions de la salle sur la possibilité de la poursuite du volet militaire de la mission canadienne au-delà de février 2009, le ministre Bernier a rappelé qu'il appartiendrait au Parlement canadien de décider. "Le premier ministre a bien été clair et a dit qu'on devait avoir un consensus, qu'on devait consulter le parlement. C'est ce qu'on va faire. On va faire ça dans un avenir rapproché, en temps et lieu", a répondu le ministre Bernier.

"Pour ce qui est d'après 2009, il va falloir avertir nos alliés, il va falloir avertir l'OTAN de la position que le gouvernement adoptera pour l'après 2009 et ça, on va le faire en temps et lieu. Mais avant d'avertir l'OTAN, on veut un débat, un débat qui va avoir lieu au parlement", a-t-il ajouté.

Une heure avant le discours du ministre, une trentaine de personnes du Collectif Echec à la guerre avaient manifesté calmement, à l'extérieur de l'hôtel. Elles demandaient le retrait immédiat du Canada de l'Afghanistan.

Le discours de Bernier perturbé

PUBLICATION: Le Quotidien

DATE: 2007.09.20

SECTION: Actualités

PAGE: 22

SOURCE: PC

DATELINE: MONTREAL

WORD COUNT: 355

L'allocation du ministre Maxime Bernier sur l'Afghanistan, mercredi soir à Montréal, a été perturbée par une dizaine d'interruptions de protestataires, qui ont dû être tour à tour expulsés de la salle.

De plus, une vingtaine d'entre eux ont eu un accrochage avec des policiers, à l'extérieur de l'hôtel où le ministre prenait la parole. Certains ont été poussés, menottés et mis à l'écart, mais il n'y a pas eu usage de gaz ni de matraques.

Le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier a pris la parole au colloque international sur la mission du Canada en Afghanistan, organisé par le CERIUUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal) et le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale.

Les protestataires s'étaient glissés incognito parmi les autres convives et avaient payé leur place, soit 30 \$ pour les étudiants et 50 \$ pour les autres participants. Le ministre Bernier venait à peine de commencer son discours lorsqu'il a été interrompu une première fois, puis une seconde, une troisième, par un manifestant qui criait son message "contre le complexe militaro-industriel", par exemple, pendant que le ministre tentait tant bien que mal de continuer à se faire entendre des autres convives.

Des manifestants ont été expulsés par des policiers ou par le service de sécurité, d'autres se sont faits rabrouer par des participants au colloque qui voulaient entendre le ministre.

Quelques-uns des protestataires interrogés se sont identifiés au groupe "Bloquez l'empire", d'autres ont affirmé n'être que des étudiants isolés.

Dans son allocution, le ministre Bernier a vanté les mérites de la présence canadienne en Afghanistan pour la démocratie et la liberté. En réponse aux questions de la salle sur la possibilité de la poursuite du volet militaire de la mission canadienne au-delà de février 2009, le ministre Bernier a rappelé qu'il appartiendrait au Parlement canadien de décider. "Le premier ministre a bien été clair et a dit qu'on devait avoir un consensus, qu'on devait consulter le parlement. C'est ce qu'on va faire. On va faire ça dans un avenir rapproché, en temps et lieu", a répondu le ministre Bernier.

Les militaires testent leur matériel

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.09.20
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
BYLINE:	St-Gelais, François
PHOTO:	Photos Rocket Lavoie Photos Rocket Lavoie
DATELINE:	CHICOUTIMI
ILLUSTRATION:	OBJECTIFS – Pour remplir ses objectifs, les membres de l'escadron n'utilisent pas de fusil d'assaut ou de grenade. Ils se servent plutôt d'ordinateurs, de réseaux de serveurs, d'écrans haute définition, de systèmes cryptés et d'antennes de transmission à longue portée.; EXERCICE – Dans le cadre de l'opération "Mercure Dérouilleur 0702", plus de 130 militaires et une cinquantaine de véhicules divers ont envahi la région depuis dimanche soir dernier.
WORD COUNT:	390

Penchés sur des cartes dans une tente surchauffée, des spécialistes en communications du Quartier général et Escadron des transmissions de Valcartier (QGET) répertorient la position de leurs unités. Non loin de là, d'autres militaires s'affairent devant des écrans géants, avec une batterie d'ordinateurs portables, à maintenir le contact avec des équipes de soldats disséminées autour du camp.

Cette scène aurait pu se dérouler en quelque part dans le désert afghan. Elle avait plutôt pour décor les terrains situés autour du Manège militaire du Saguenay, sur le chemin de la Réserve. Les unités déployées en zone de guerre et en lien constant avec le camp se trouvaient, quant à elles, dans les secteurs du mont Jacob, sur les hauteurs des monts Valin ou encore dans les limites de l'ancien village de Saint-Jean-Vianney. Depuis dimanche et jusqu'à demain, environ la moitié des effectifs du QGET se trouvent en effet dans la région dans le cadre de l'exercice "Mercure Dérouilleur 0702".

Le but principal de cette manœuvre d'envergure est pédagogique. C'est que l'autre moitié des soldats de l'escadron est actuellement en mission en Afghanistan.

Les vétérans et les experts en communications restés au pays profitent donc de l'occasion pour parfaire la formation des recrues. "Nous effectuons en général quatre grands exercices à chaque année dans diverses régions du Québec. Nous en profitons pour parfaire nos procédures et notre maîtrise des équipements. Nous procédons aussi habituellement à divers tests afin de déterminer quels sont les meilleurs endroits pour établir nos antennes et nos sites de transmission de données. Si nous avons à nous y redéployer par la suite, par exemple en cas de catastrophe naturelle, nous disposons alors d'informations utiles qui nous facilitent la tâche", précise le lieutenant Alexandre Zambon, commandant de troupes au sein du QGET.

Dans le cadre de l'opération "Mercure Dérouilleur 0702", plus de 130 militaires et une cinquantaine de véhicules divers ont envahi la région.

Il aura fallu moins d'une demi-journée aux spécialistes de l'unité afin de monter les dizaine de tentes nécessaires au campement et aux besoins des soldats, ainsi que les longues antennes de transmission utilisées par les militaires.

"Nous sommes en mesure d'être opérationnels six heures après notre arrivée sur le site de notre déploiement", affirme le lieutenant Zambon. o

Le discours de Maxime Bernier est perturbé

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.20
SECTION: Actualités
PAGE: 24
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: MONTRÉAL
WORD COUNT: 203

L'allocation du ministre Maxime Bernier sur l'Afghanistan, hier soir à Montréal, a été perturbée par une dizaine d'interruptions de protestataires, qui ont dû être tour à tour expulsés de la salle.

De plus, une vingtaine d'entre eux ont eu un accrochage avec des policiers, à l'extérieur de l'hôtel où le ministre prenait la parole. Certains ont été poussés, menottés et mis à l'écart, mais il n'y a pas eu usage de gaz ni de matraques.

Le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier a pris la parole au colloque international sur la mission du Canada en Afghanistan, organisé par le CERIUUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal) et le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale.

Les protestataires s'étaient glissés incognito parmi les autres convives et avaient payé leur place, soit 30 \$ pour les étudiants et 50 \$ pour les autres participants.

Le ministre Bernier venait à peine de commencer son discours lorsqu'il a été interrompu une première fois, puis une seconde, une troisième, par un manifestant qui criait son message "contre le complexe militaro-industriel", par exemple, pendant que le ministre tentait tant bien que mal de continuer à se faire entendre.

Quelques-uns des protestataires interrogés se sont identifiés au groupe "Bloquez l'empire".

Paradoxe

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.20
SECTION: Forum
PAGE: 21
COLUMN: A vous la
parole
WORD COUNT: 228

C'est quand même un peu étrange que d'envahir l'Afghanistan pour en libérer les habitants de la poigne de fer des talibans, ces féroces étudiants en théologie, et du même souffle de proroger leur pouvoir en approuvant le fait que leurs femmes musulmanes puissent voter voilées de la tête aux pieds ici même !

Autrement dit on autorise ici en grande pompe ce que nos soldats sont allés combattre soit la liberté de ne pas suivre les préceptes d'une religion aussi intégriste que source de brimades pour qui ne la suit pas.

Et s'il n'y avait que leurs minois qui devaient être recouverts afin de ne pas être identifiés ?

Après tout, c'est ainsi que sont perpétrés les assassinats par des kamikazes au Moyen-Orient : des individus voilés se font exploser au milieu de la population et y créent des dizaines, voire des centaines de victimes. Or aux heures de pointe, il y a plus de personnes dans un bureau de vote qu'il n'y en a à bord d'un avion. Ici, on se fait refuser l'accès à l'embarquement dans les aéroports si on possède des contenants de plus de 100 ml de liquide à nettoyer les lunettes ou des coupe-ongles !

Donc, vive la laïcité, rien de plus, mais rien de moins, et pour l'amour de la race, sortons aussi vite que possible toute religion et surtout toute religiosité de l'espace public.

Jean G. Lengellé, Embrun

Discours sur l'Afghanistan : Maxime Bernier chahuté

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.20
SECTION: Actualités
PAGE: 12
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Lévesque, Lia
DATELINE: Montréal
WORD COUNT: 408

L'allocution du ministre Maxime Bernier sur l'Afghanistan, hier soir à Montréal, a été perturbée par une dizaine d'interruptions de protestataires, qui ont dû être tour à tour expulsés de la salle.

De plus, une vingtaine d'entre eux ont eu un accrochage avec des policiers, à l'extérieur de l'hôtel où le ministre prenait la parole. Certains ont été poussés, menottés et mis à l'écart, mais il n'y a pas eu usage de gaz ni de matraques.

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a pris la parole au colloque international sur la mission du Canada en Afghanistan, organisé par le CERIUUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal) et le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale.

Les protestataires s'étaient glissés incognito parmi les autres convives et avaient payé leur place, soit 30 \$ pour les étudiants et 50 \$ pour les autres participants.

Le ministre Bernier venait à peine de commencer son discours lorsqu'il a été interrompu une première fois, puis une seconde et une troisième par un manifestant qui criait son message "contre le complexe militaro-industriel", par exemple, pendant que le ministre tentait tant bien que mal de continuer à se faire entendre des autres convives.

Quelques-uns des protestataires interrogés se sont identifiés au groupe Bloquez l'empire, d'autres ont affirmé n'être que des étudiants isolés.

"On veut un débat"

Dans son allocution, le ministre Bernier a vanté les mérites de la présence canadienne en Afghanistan pour la démocratie et la liberté. En réponse aux questions de la salle sur la possibilité de la poursuite du volet militaire de la mission canadienne au-delà de février 2009, le ministre Bernier a rappelé qu'il appartiendrait au Parlement canadien de décider. "Le premier ministre a bien été clair et a dit qu'on devait avoir un consensus, qu'on devait consulter le Parlement. C'est ce qu'on va faire. On va faire ça dans un avenir rapproché, en temps et lieu", a répondu le ministre Bernier.

"Pour ce qui est d'après 2009, il va falloir avertir nos alliés, il va falloir avertir l'OTAN de la position que le gouvernement adoptera pour l'après 2009 et ça, on va le faire en temps et lieu. Mais avant d'avertir l'OTAN, on veut un débat, un débat qui va avoir lieu au Parlement", a-t-il ajouté.

Une heure avant le discours du ministre, une trentaine de personnes du collectif Échec à la guerre avaient manifesté calmement, à l'extérieur de l'hôtel. Elles demandaient le retrait immédiat du Canada de l'Afghanistan.

Le thé avec les cousins afghans

PUBLICATION: Le Soleil

DATE: 2007.09.20

SECTION: Actualités

PAGE: 3

BYLINE: Normandin, Pierre-André

DATELINE: Spin Boldak

ILLUSTRATION: Le sergent Abdullatip discute des Québécois avec son frère et un autre soldat afghan.

WORD COUNT: 668

"Ils sont Canadiens, mais ils parlent français !" s'étonne un soldat afghan. Appelés à vivre côte à côte sur les bases avancées, Afghans et Québécois apprennent à se connaître. Partageant le thé et parfois même les repas, les uns comme les autres ont droit à tout un choc culturel.

En cinq ans dans l'armée, Abdullatip n'avait jamais bu le thé avec des militaires étrangers. "Les Américains prennent le verre et le jettent aussitôt." Mais depuis l'arrivée des soldats de Valcartier, plusieurs d'entre eux ont accepté l'invitation de leurs voisins afghans.

Le crâne rasé à la peau, une barbe foncée au menton, le caporal François Gauvin trempe ses lèvres dans son verre fumant.

"C'est vraiment bon", dit-il avant de demander un deuxième verre à ses hôtes. Fréquemment invité à boire le thé avec ses collègues afghans, cet ingénieur de combat basé à Spin Boldak près de la frontière pakistanaise a invité Le Soleil à l'accompagner. "Chaque fois qu'on va dans un poste frontalier, ils nous en offrent. On travaille ensemble, il faut apprendre à se connaître", dit-il.

Parce que, si les Québécois adorent refaire le monde autour d'une bière, les Afghans font de même avec le thé, l'alcool étant proscrit par l'islam. Et en cette période de ramadan, ce rituel de se réunir autour d'une tasse fumante après un repas commun devient sacré.

Réunis autour d'un réchaud, cinq Afghans mélangent dans une bouilloire du lait, des feuilles de thé et beaucoup de sucre. Abdullatip sort de ses poches un petit sachet, met une boule de tabac dans sa bouche, et en propose au Soleil. "Ce n'est pas une bonne idée, c'est fort. Votre tête va se mettre à tourner", déconseille Ali, un interprète qui facilite les échanges.

Rapidement, les langues se délient. Comme avec la plupart des soldats, les conversations se baladent de leurs faits d'armes à leurs tribulations amoureuses. Abdullatip dit avoir survécu à deux attaques suicides. Il se rappelle surtout du dernier, survenu il y a moins d'un an. Il patrouillait dans un village lorsqu'un homme est sorti d'un commerce en criant : "Allah akbar ! (Dieu est grand)." Plusieurs de ses collègues sont morts dans l'explosion, mais lui s'en est sorti avec quelques égratignures. Puis, Abdullatip montre fièrement son bras droit, où il s'est tatoué une phrase en Pachtou. "Mon coeur t'appartient. Je l'ai inscrit pour me souvenir de ma copine", explique-t-il.

Contrairement à ce que pensent les Occidentaux, les Afghans peuvent entretenir des relations hors mariage, dit ce soldat. "Les femmes de Kandahar son difficiles à courtiser. Il faut aller dans d'autres provinces pour en rencontrer. Mais il faut faire attention, parce que, si son père te surprend, il va te tuer", poursuit un autre avec un doigt menaçant sur sa gorge.

Intrigué, Ali s'informe sur les relations entre hommes et femmes au Québec. Et les explications le renversent. "Nous avons trop de respect pour la femme pour la faire travailler. C'est un être fragile qu'il faut protéger", lance cet Afghan de 20 ans. Pour lui, la gent féminine doit se limiter au rôle de chef de la maisonnée. Point. Incapable de s'entendre sur ce point, le groupe change de sujet.

Les Afghans sont curieux : est-ce que les Français et les Québécois parlent la même langue ? Ceux-ci comprennent lorsqu'ils apprennent que seul l'accent change, un peu comme les Pachtouns et les Pakhtouns en Afghanistan.

Le lendemain, les Afghans invitent Le Soleil à partager leur souper, leur premier repas de la journée en cette période de ramadan où manger et boire est interdit durant le jour. Une demi-douzaine d'Afghans entame le repas.

Abdullatip présente son frère cadet, lui aussi sergent dans l'armée afghane. Maintenant que les talibans ont investi leur province natale de Helmand, à l'ouest de Kandahar, ils craignent pour leurs proches. "Je n'ai pas peur de mourir, assure Abdullatip. Si je suis tué, mes fils vont poursuivre le combat. Nous voulons mettre un terme à cette guerre chez nous. L'Afghanistan a perdu trop de gens durant ces 30 dernières années."

Aucun pays ne peut se retirer, dit l'OTAN

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.20
SECTION: Actualités
PAGE: 3
SOURCE: AFP
DATELINE: La Haye
WORD COUNT: 146

Le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a insisté sur le fait qu'aucun des pays ayant actuellement des troupes en Afghanistan ne pouvait se retirer, dans une entrevue publiée hier par le quotidien néerlandais, NCR Handelsblad. "Il y a 40 pays qui participent à la mission de l'OTAN en Afghanistan (ISAF). Et personne ne peut partir, personne ne va partir, a déclaré M. Scheffer. Je ne peux sincèrement pas imaginer que les Pays-Bas puissent être les seuls à se retirer." Le gouvernement néerlandais doit décider dans les mois à venir s'il prolonge la mission de ses troupes dans la province d'Uruzgan (sud) au delà de l'échéance initialement fixée au mois d'août 2008. Il y a actuellement 1665 soldats néerlandais en Afghanistan.

Le lobby de Karzaï

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.20
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a8
BYLINE: Taillefer,
Guy
WORD COUNT: 561

Le Canada est placé en Afghanistan devant un dilemme à géométrie terriblement semblable à celui qui a piégé les États-Unis en Irak. Concrètement, l'armée irakienne est encore très loin d'être prête à prendre le relais des troupes américaines à Bagdad. Un retrait précipité faciliterait la tâche à un ennemi que George W. Bush a installé au coeur de son double mandat présidentiel. L'équation n'est guère différente à Kandahar pour le Canada et ses alliés, réunis sous le chapeau de l'OTAN. Ceci oblige Washington et Ottawa à se livrer à une lancinante jonglerie politique avec des opinions publiques mal à l'aise, c'est le moins qu'on puisse dire, devant une guerre contre le terrorisme qui ne va nulle part.

Dans ce contexte, et ce, pour inusité qu'il soit, le pressant appel lancé mardi par le président afghan Hamid Karzaï en faveur du prolongement de la mission canadienne au-delà de l'échéance prévue de février 2009 n'avait rien de bien surprenant. Compte tenu du fait que les talibans ont refait leurs forces, il n'en va pas que du succès de l'engagement politico-militaire occidental mais aussi de la survie politique personnelle de M. Karzaï. En ce sens, le lobby auquel il s'est livré s'est trouvé, par ricochet, à étaler ses propres échecs, s'agissant de réduire la corruption, d'asseoir son autorité au-delà des limites municipales de Kaboul et, sur le plan régional, d'apaiser les relations avec le Pakistan voisin.

Du reste, le message du président afghan donnait drôlement l'impression d'être télégraphié par Ottawa. La rencontre avec les journalistes canadiens au palais présidentiel de Kaboul avait été organisée par l'ambassade du Canada. Que les Canadiens s'en aillent, a prévenu M. Karzaï, et «l'Afghanistan replongera dans l'anarchie» en même temps que «les terroristes vous frapperont, au Canada et aux États-Unis». Il est allé, à l'intention des Québécois, jusqu'à leur offrir un «merci beaucoup» pour la contribution des soldats du Royal 22^e Régiment. Aurait-il voulu se prononcer de manière plus caricaturale en faveur du premier ministre Stephen Harper, dont le gouvernement tergiverse à l'infini au sujet de la mission afghane, qu'il n'aurait pas agi autrement.

Plus longtemps dure une guerre civile, soulignent les experts, moins il devient possible qu'elle se termine par une victoire décisive. Prenant acte, M. Karzaï a récemment multiplié les appels à la négociation avec les talibans, qui forment une nébuleuse complexe dont Kaboul voudrait jeter des ponts avec les éléments les plus modérés. Sûrs d'eux, les talibans ont, pour la toute première fois, ouvert la porte la semaine dernière à des pourparlers de paix, exigeant au préalable le retrait immédiat des troupes étrangères et la refonte de la Constitution afghane dans une perspective strictement islamique.

M. Karzaï a tout de suite jugé ces conditions irrecevables pour l'élémentaire raison que, dans l'immédiat, le départ des troupes étrangères le placerait dans une intenable position de faiblesse à la table des négociations. C'est tout dire de l'impasse dans laquelle se trouve le pays. Homme lige des Américains, le président afghan n'a de pouvoir que celui qui lui vient de l'extérieur. Ne lui reste, dans les circonstances, qu'à faire de l'oeil aux Canadiens.

Lettres: Les quatre erreurs de Stéphane Dion

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.20
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a8
BYLINE: Michel
Magnant
WORD COUNT: 327

Etre chef d'un parti souhaitant former le nouveau gouvernement aux prochaines élections requiert une stratégie particulière, selon les derniers schémas conceptuels de la science politique. Si on applique cette grille d'analyse à Stéphane Dion, on commence à voir ce qui ne va pas.

Il n'impose aucun rythme. On ne sent chez Stéphane Dion aucun mouvement, aucune mobilisation, aucune tentative de contrôler l'ordre du jour des débats publics. Il ne rameute personne autour d'un projet. Il ne tente pas de créer la moindre dynamique. Il laisse le gouvernement dicter ses quatre volontés et se contente de suivre le flot, voire de faire de la figuration.

Il ne stigmatise pas son principal adversaire. Alors que les conservateurs tapent sur lui de façon systématique avec un site Internet décriant son incapacité à être chef, il semble être incapable de trouver un défaut significatif dans la cuirasse de Stephen Harper. Il laisse courir la conviction voulant que le premier ministre soit un chef solide en dépit de politiques impopulaires.

Ses valeurs sont confuses. En courtisant les verts et la gauche, Dion perd son temps. La base naturelle de son parti est au centre, et il n'a aucun intérêt à chercher des appuis dans une frange sectorielle de l'électorat canadien. Le virage vert de Dion est superficiel. Son problème, c'est qu'il est incapable de définir ce que signifie être un libéral fédéral aujourd'hui.

Son programme n'est pas clair. Alors qu'une majorité de Canadiens croit que la guerre en Afghanistan n'est qu'un autre Vietnam qui retombera aux mains des talibans dès que les troupes étrangères se retireront, Dion s'enlise dans une position de principe (le retrait des troupes en 2009) qui ne touche pas le fond du problème. Il dit aussi qu'il s'intéresse au développement économique, mais on n'en entend jamais vraiment parler.

En somme, Stéphane Dion ne participe pas à l'action de mobilisation propre à un chef moderne de parti.

Michel Magnant : Le 18 septembre 2007

Non à la guerre

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.20
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a5
BYLINE: Le, Devoir
PHOTO: Nadeau, Jacques
WORD COUNT: 89

Non à la guerre: des membres du collectif Échec à la guerre – incluant des tout jeunes comme Yafa – ont manifesté en fin de journée, hier, leur opposition à l'intervention canadienne en Afghanistan, devant les portes d'un hôtel de Montréal où Maxime Bernier, le ministre des Affaires étrangères, devait prononcer une conférence.

Les militants demandent que l'intervention cesse immédiatement.

M. Bernier devait s'exprimer en soirée dans le cadre d'un colloque international organisé par le GERSI et le CERIU, sur le thème du «Canada face au défi afghan».

Dion veut que Khadr soit jugé au Canada

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.20
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a5
BYLINE: Steve Rennie, PC
WORD COUNT: 547

Toronto – Ottawa doit appliquer plus de pression sur Washington pour qu'un Canadien incarcéré dans la prison militaire américaine de Guantánamo Bay soit finalement traduit en justice, a soutenu hier le chef libéral Stéphane Dion – sinon, Omar Khadr devrait subir son procès au Canada.

M. Dion a rencontré pendant plus d'une heure deux des avocats militaires américains de Khadr dans un hôtel du centre-ville de Toronto, en profitant du 21e anniversaire du détenu pour réclamer de nouveau sa libération.

«Nous ne pouvons accepter que le procès de ce Canadien ait lieu à Guantánamo, a dit M. Dion. Il [Khadr] doit être traduit en justice devant un tribunal civil. C'est ce que nous demandons [...] et si les autorités américaines refusent, nous demanderons alors le rapatriement de ce citoyen.»

Le jeune homme de 21 ans est accusé du meurtre d'un officier américain en Afghanistan en 2002 lors d'un affrontement dans un camp d'al-Qaïda, alors qu'il n'était âgé que de 15 ans. Il est depuis détenu au camp militaire de Guantánamo, à Cuba.

Maxime Bernier, le nouveau ministre des Affaires étrangères, était en déplacement hier et n'a pu commenter l'affaire. Son porte-parole Neil Hrab a toutefois reconnu que les accusations contre Khadr sont «graves», tout en estimant qu'il est trop tôt pour débattre du lieu où le procès aura lieu.

«Toutes questions concernant les intentions du Canada de demander ou non la libération d'Omar Khadr de Guantánamo sont prématurées et spéculatives, puisque le processus judiciaire et les appels ne sont pas terminés», a dit M. Hrab.

Le Canada est le seul pays occidental à ne pas avoir encore obtenu la libération d'un de ses citoyens de Guantánamo, a dit M. Dion. D'autres pays – comme le Danemark, la France, l'Espagne et l'Allemagne – ont obtenu la libération de leurs ressortissants, tandis que le Royaume-Uni a même obtenu la libération de résidents permanents qui ne sont pas des citoyens.

«Quand on a le dernier citoyen occidental encore incarcéré à Guantánamo et que le gouvernement ne fait rien, alors on peut se poser la question: pourquoi les autres pays l'ont-ils fait, mais pas le Canada?», a estimé M. Dion.

Un juge militaire américain a rejeté la cause contre Khadr en juin, affirmant qu'il n'avait aucune juridiction dans cette affaire. Le gouvernement américain veut toutefois que Khadr soit jugé immédiatement par un tribunal militaire, malgré le fait qu'il n'ait pas été déclaré «combattant ennemi illégal», comme l'exige le Congrès.

Un des avocats militaires de Khadr a prévenu que si son client n'est pas traité équitablement, ce sera à cause d'un manque de pression politique de la part du Canada.

«Nous voulons que le processus aille de l'avant, nous ne réclamons pas un résultat prédéterminé, ce que certains semblent rechercher. Et c'est ce que [Guantánamo] offre, et c'est pourquoi c'est un processus injuste et inéquitable», a dit le lieutenant William Kuebler.

Le gouvernement canadien s'est inquiété publiquement du sort de Khadr pour la dernière fois peu de temps après son arrestation en 2002, demandant qu'il ne soit pas envoyé à Guantánamo. A ce moment, le ministère des Affaires étrangères avait émis un communiqué dans lequel il s'inquiétait de son jeune âge.

Plusieurs politiciens, des groupes de défense des droits de la personne, dont Amnistie internationale, de même que les avocats de Khadr ont demandé à Ottawa d'intervenir pour protester contre le traitement juridique imposé au jeune homme.

Afghanistan: des protestataires perturbent le discours de Bernier

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.20
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a2
BYLINE: Lia Lévesque, PC
WORD COUNT: 436

L'allocution du ministre Maxime Bernier sur l'Afghanistan, hier soir à Montréal, a été perturbée par une dizaine d'interruptions de protestataires, qui ont dû être tour à tour expulsés de la salle.

De plus, une vingtaine d'entre eux ont eu un accrochage avec des policiers, à l'extérieur de l'hôtel où le ministre prenait la parole. Certains ont été poussés, menottés et mis à l'écart, mais il n'y a pas eu usage de gaz ni de matraques.

Le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier a pris la parole au colloque international sur la mission du Canada en Afghanistan, organisé par le CÉRIUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal) et le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale.

Les protestataires s'étaient glissés incognito parmi les autres convives et avaient payé leur place, soit 30 \$ pour les étudiants et 50 \$ pour les autres participants.

Le ministre Bernier venait à peine de commencer son discours lorsqu'il a été interrompu une première fois, puis une seconde, une troisième, par un manifestant qui criait son message «contre le complexe militaro-industriel», par exemple, pendant que le ministre tentait tant bien que mal de continuer à se faire entendre des autres convives.

Des manifestants ont été expulsés par des policiers ou par le service de sécurité, d'autres se sont faits rabrouer par des participants au colloque qui voulaient entendre le ministre. Quelques-uns des protestataires interrogés se sont identifiés au groupe «Bloquez l'empire», d'autres ont affirmé n'être que des étudiants isolés.

Dans son allocution, le ministre Bernier a vanté les mérites de la présence canadienne en Afghanistan pour la démocratie et la liberté. En réponse aux questions de la salle sur la possibilité de la poursuite du volet militaire de la mission canadienne au-delà de février 2009, le ministre Bernier a rappelé qu'il appartiendrait au Parlement canadien de décider. «Le premier ministre a bien été clair et a dit qu'on devait avoir un consensus, qu'on devait consulter le parlement. C'est ce qu'on va faire. On va faire ça dans un avenir rapproché, en temps et lieu», a répondu le ministre Bernier.

«Pour ce qui est d'après 2009, il va falloir avertir nos alliés, il va falloir avertir l'OTAN de la position que le gouvernement adoptera pour l'après 2009 et ça, on va le faire en temps et lieu. Mais avant d'avertir l'OTAN, on veut un débat, un débat qui va avoir lieu au parlement», a-t-il ajouté.

Une heure avant le discours du ministre, une trentaine de personnes du Collectif Échec à la guerre avaient manifesté calmement, à l'extérieur de l'hôtel. Elles demandaient le retrait immédiat du Canada de l'Afghanistan.

Prime de risque pour les soldats du 22e; Les soldats déployés en Afghanistan rentreront avec plus de 20 000 \$ en poche

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.20
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 1364

Ottawa – Les commerçants, restaurateurs et agents immobiliers de la région de Québec vont avoir de bonnes raisons de se réjouir du retour des premiers soldats de Valcartier, dans quelques mois... et pas seulement parce que les militaires seront sains et saufs. En raison des primes de risque, des allègements fiscaux et des avantages sociaux consentis aux hommes et aux femmes en uniforme qui se trouvent en Afghanistan à l'heure actuelle, le retour à la maison des soldats amènera un joli pactole de 48 millions de dollars pour la région de Québec. Pour toute la province, les retombées économiques oscillent entre 50 et 55 millions, selon les chiffres obtenus par Le Devoir.

Les soldats qui sont actuellement déployés dans la zone dangereuse de Kandahar obtiennent une compensation financière considérable de la part du gouvernement canadien pour supporter les conditions difficiles en Afghanistan et courir les risques de cette mission. En retenant toutes les primes et tous les avantages financiers, un militaire qui en est à son premier déploiement à l'étranger touchera, en plus de son salaire de base, un boni de 11 820 \$ en six mois.

A cette somme, il faut ajouter l'exemption d'impôt totale pour tous les militaires déployés qui ont un grade inférieur à adjudant-chef (soldat, capitaine, caporal, sergent, etc.) ainsi qu'une déduction d'impôt substantielle pour les hauts gradés, ce qui représente une somme moyenne de 10 000 à 12 000 \$ par soldat. A son retour à la maison, le militaire déployé en Afghanistan pendant six mois aura donc à sa disposition une somme qui oscillera entre 21 820 \$ et 23 820 \$.

«C'est sûr que c'est une bonne nouvelle», a affirmé au Devoir Richard Bélanger, président de la Corporation des concessionnaires d'automobiles de la région de Québec. «Ça devrait paraître dans tous les secteurs économiques de la ville, autant dans l'automobile que dans les restaurants, les hôtels, les spas, les quincailleries et le reste. Je pense que tout ce qui touche le couple va avoir la cote. Les gars vont vouloir passer du temps avec leur blonde.»

Sur les 2330 soldats québécois actuellement en Afghanistan, près de 2000 viennent de la base de Valcartier, en banlieue de Québec. Pour la région, la manne oscillera donc entre 44 et 48 millions de dollars, au bas mot. Le montant final pourrait même être plus élevé puisque plusieurs centaines de soldats en Afghanistan à l'heure actuelle seront déployés pendant neuf mois plutôt que seulement six. C'est notamment le cas des militaires qui ne font pas partie du groupe tactique de combat et qui ne sont donc pas régulièrement sur la ligne de feu.

Yves Duguay, gérant du magasin général Canex, voit déjà arriver la vague de dépenses. Lui qui vend de tout dans son établissement situé directement sur la base de Valcartier, tant des meubles que des appareils électroniques, juge que l'effet sera considérable. «Ça va sûrement être bon! Les gars vont vouloir se gâter et gâter leur famille. Certains vont économiser le montant, c'est sûr, mais la plupart vont en dépenser une bonne partie, que ce soit ici ou à l'extérieur de la base. Un tel montant, ça fait un bon "cash down" sur un condo ou une maison. Certains vont rénover, d'autres vont acheter des meubles», dit-il.

L'ampleur du boum économique est toutefois difficile à cerner, poursuit Yves Duguay. «C'est la première fois qu'autant de soldats sont déployés avec des allègements fiscaux aussi élevés, alors c'est difficile de savoir à quoi s'attendre», dit-il. Richard Bélanger offre une comparaison possible, même s'il estime lui aussi que l'impact pour les commerçants est difficile à évaluer. «En Alberta, quand les travailleurs du pétrole reviennent à Edmonton ou à Calgary les poches pleines après trois ou quatre mois dans les sables bitumineux, les concessionnaires font le plein d'autos parce qu'ils savent qu'ils vont en vendre plus», explique-t-il. Mais à Québec, affirme Richard Bélanger, les concessionnaires n'ont pas encore accru leurs inventaires.

Plusieurs primes

Si l'allègement fiscal n'est pas attendu avant la fin de l'hiver, les diverses primes sont toutefois versées chaque mois aux soldats. Certains vont mettre la manne de côté jusqu'à leur retour définitif alors que d'autres vont commencer à dépenser dès qu'ils reviendront au Québec pour leurs vacances, estime Yves Duguay. «La période des vacances va commencer autour du 15 novembre et je pense que, déjà, il va y avoir une légère hausse de nos activités», dit le gérant de Canex Valcartier.

En effet, les soldats ont droit à 18 jours de vacances pendant leur rotation de six mois. Les Forces canadiennes paient ou bien un billet de retour jusqu'au Québec, ou bien deux billets – pour le soldat ainsi que pour sa douce moitié – vers une autre destination dans le monde, jusqu'à concurrence de 2500 \$. Dans ce dernier cas, le déplacement des enfants ou de la famille est toutefois aux frais du militaire.

Le plus gros avantage est sans aucun doute l'allègement fiscal accordé depuis le 1er janvier 2004 aux soldats et aux policiers en mission. Tous les soldats jusqu'au grade d'adjudant-chef sont ainsi exemptés d'impôt pendant leur séjour en Afghanistan. Selon la major Renée Forcier, responsable des indemnités et des avantages sociaux au ministère de la Défense nationale à Ottawa, cela représente entre 10 000 et 12 000 \$ par soldat en moyenne. Les hauts gradés comme les généraux, les colonels ou les lieutenants-colonels ont droit à une déduction d'impôt mais ne sont pas totalement exemptés.

Il faut aussi tenir compte des autres avantages. La prime de service à l'étranger commence à 683 \$ par mois dans le cas d'un soldat déployé pour la première fois. Un militaire qui en est à sa quatrième mission hors Canada (et il y en a plusieurs) touche quant à lui environ 950 \$ par mois. La prime maximale est établie à 1416 \$, mais il faut avoir passé 169 mois à l'étranger pour y avoir droit!

L'indemnité de difficulté, versée à tous les militaires en Afghanistan, se chiffre à 715 \$ par mois. «Ça compense les conditions de vie qui ne sont pas faciles, explique la major Renée Forcier. Les soldats couchent dans des endroits austères, la langue est difficile et le climat est rude.» Sur une échelle de 6, l'Afghanistan obtient le degré de difficulté 5. «Le degré 6, c'est lorsqu'il n'y a aucun accès à des soins médicaux ou à de l'eau potable, par exemple», ajoute la major Forcier.

La prime de risque est quant à elle de 572 \$ par mois puisque l'Afghanistan est au niveau 4, le plus élevé. Aux soldats qui en sont à une deuxième ou à une troisième rotation dans ce pays instable, on verse une autre prime de 114 \$ par mois. Cette dernière somme (114 \$) n'est toutefois pas comprise dans le montant total de 11 820 \$ cité ci-dessus, Le Devoir ayant fait ses calculs en fonction du cas d'un soldat qui en est à sa première mission à l'étranger.

«Est-ce que ces primes remplacent la vie d'un soldat? Les conditions ne sont pas évidentes là-bas», dit Renée Forcier, consciente du fait que le montant total de 50 à 55 millions de dollars pour tout le Québec – entre 21 820 et 23 820 \$ par soldat, multiplié par 2330 soldats québécois actuellement déployés pendant une période minimale de six mois – est impressionnant. Avec 2500 militaires là-bas, la facture totale pour le gouvernement du Canada s'élève donc à 60 millions de dollars pour six mois.

Ces chiffres pourraient d'ailleurs s'avérer plus élevés en réalité puisque plusieurs centaines de militaires

actuellement déployés en Afghanistan resteront sur place neuf mois et non pas six. Le Devoir a retenu une période de six mois comme base de calcul puisqu'il est difficile de savoir précisément combien de soldats sont déployés pendant neuf mois.

Enquête canadienne sur les priorités du gouvernement; Les Québécois opposés à la hausse du budget de l'armée

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.20

SECTION: Actualités

PAGE: A30

BYLINE: Noël, André

WORD COUNT: 778

Les Québécois qui ont participé à une enquête sur les points de vue de la population canadienne envers les priorités du gouvernement fédéral se sont montrés totalement opposés à l'accroissement du budget de l'armée, selon un document obtenu par La Presse.

Par ailleurs, les participants canadiens-anglais, tout comme les Québécois, estimaient que le gouvernement conservateur de Stephen Harper s'aligne trop étroitement sur le programme du président américain George Bush.

Il s'agit là de deux constatations parmi plusieurs faites par le Strategic Counsel, une firme privée qui a animé des groupes de discussion dans sept villes du pays, dont Québec, pour prendre le pouls de la population, l'année dernière. L'enquête avait été commandée par le Secrétariat du Conseil du Trésor. Celui-ci ne l'a pas publicisé.

"Un grand nombre de participants ont la perception que le gouvernement s'est concentré principalement à revitaliser les forces armées, note le rapport de 96 pages, remis au gouvernement en novembre dernier. Si un grand nombre des participants sont d'accord avec le réinvestissement dans l'armée et le soutiennent, les participants de Québec s'y opposent avec vigueur."

En mai 2006, le nouveau gouvernement conservateur a déposé son premier budget et annoncé une hausse des crédits de la Défense nationale de 15 à 20 milliards par année, sur une période de cinq ans. Il a lancé la plus importante campagne de recrutement depuis la guerre de Corée, avec l'intention d'augmenter de 60 000 à 83 000 le nombre de soldats et de réservistes.

Deux mois plus tard, le Strategic Counsel formait 14 groupes de discussion à Vancouver, Edmonton, Mississauga, Peterborough, Brandon, Halifax et Québec. Les sondeurs ont posé diverses questions, surtout sur les dépenses gouvernementales.

Les participants des trois groupes de Québec, ville qui avait pourtant participé à la victoire des troupes de Stephen Harper, estimaient que le gouvernement dépensait trop pour la guerre en Afghanistan, et pas assez pour les programmes sociaux. Ils ont critiqué la décision du premier ministre d'abandonner le protocole de Kyoto.

"L'environnement est constamment considéré comme une priorité élevée des participants de pratiquement tous les groupes de discussion (au Canada), ajoutent les auteurs du rapport. C'est particulièrement le cas des participants de Québec..."

"Plus que les autres groupes, les participants de Québec étaient portés à voir les programmes de création d'emplois, de développement des compétences et de recherche comme des secteurs qui ne devraient pas subir

de réductions de dépenses, tandis que la fonction publique, les forces armées et les programmes destinés aux autochtones étaient des secteurs possibles où des économies pouvaient être réalisées."

Mais les Québécois ne se démarquent pas sur tous les sujets. Tous les Canadiens tiennent à l'indépendance de leur pays face à la puissance américaine. "La perception de rapports plus étroits entre le Canada et les États-Unis fait réfléchir un grand nombre de participants qui croient que le Canada est peut-être en train de s'aligner trop étroitement sur le programme du président Bush pour son pays", indique le rapport.

"Dans presque tous les groupes, et dans toutes les villes, plusieurs participants ont fait part de leur inquiétude envers l'importance accrue que ce gouvernement accorde à ses relations avec les États-Unis. Plusieurs participants ont exprimé un sentiment de crainte face à un partenariat plus étroit entre les deux pays qui, selon eux, affecte la possibilité pour le Canada d'agir de façon indépendante. Ils étaient préoccupés par la possibilité que ce gouvernement adopte des valeurs et des perspectives américaines."

Tous ont critiqué le manque de transparence: "Les commentaires des participants sous-entendaient une inquiétude sous-jacente suscitée par la manie du secret du gouvernement." Les Canadiens tenaient rigueur à M. Harper pour la détérioration des rapports avec les médias et avaient l'impression que celui-ci n'avait pas été "à la hauteur de ses promesses de gouvernement plus ouvert et transparent."

Les groupes de discussion ont exprimé un certain malaise envers les privatisations. "Même si un certain nombre de participants avaient l'impression que certains services sont livrés de façon plus efficace par le secteur privé, il y avait dans l'ensemble un désaccord général envers la tendance à la privatisation. Les participants craignaient que la recherche du profit nuise aux programmes qui visent le bien général, mais qui ne sont pas rentables."

Les participants ont dit de façon presque unanime que le gouvernement ne devait pas comprimer ses dépenses dans les programmes de santé, d'environnement, d'éducation et de sécurité publique (bien que les Québécois craignaient que le gouvernement fédéral n'empiète sur des champs de compétence provinciale). En revanche, ils estimaient que le gouvernement devait cesser de subventionner les entreprises.

Bernier chahuté

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.20
SECTION: Politique
PAGE: A20
BYLINE: Sirois,
Alexandre
WORD COUNT: 372

Venu à Montréal pour vendre la mission en Afghanistan aux Québécois, le nouveau ministre fédéral des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a eu une bonne idée hier de l'ampleur de sa tâche.

Prononçant un discours dans le cadre d'un souper-causerie, il a été interrompu de façon spectaculaire à une douzaine de reprises par autant de manifestants qui s'étaient mêlés à la foule.

Un par un, à quelques minutes d'intervalle, ces opposants à la guerre se sont levés pour dénoncer la mission en Afghanistan à grands cris avant d'être évacués, parfois avec brutalité. Leur action concertée était d'une telle envergure que les policiers ont rapidement été appelés en renfort.

Ces manifestants, dont certains avaient revêtus leurs habits du dimanche pour mieux se fondre parmi les autres convives, avaient tout simplement acheté des billets pour ce souper.

L'événement donnait le coup d'envoi à un colloque sur l'Afghanistan organisé par le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM), qui se poursuit aujourd'hui.

"Vous présentez l'armée comme un jeu vidéo, mais ce n'est pas le cas. Les soldats sont de pions", a crié une étudiante de l'Université de Montréal avant de se faire éjecter de la salle.

"Je trouve révoltant que le CERIUM s'associe à des campagnes de promotion de la guerre en Afghanistan", a-t-elle expliqué à La Presse à l'extérieur de la salle de l'hôtel Omni où se tenait l'événement. Elle a souhaité garder l'anonymat.

"Le but était de perturber le discours de Maxime Bernier", a admis un autre manifestant, Patrick Cadorette, lui aussi étudiant à l'Université de Montréal.

Les policiers ont parfois eu l'air pris au dépourvu. Un des derniers manifestants à se lever a même pu se rendre jusqu'à la table du ministre avant d'être rudement empoigné. Plus tard, à l'extérieur de l'hôtel, on a assisté à des bousculades entre forces de l'ordre et militants. Certains ont été menottés.

En revanche, le ministre Bernier n'a pas bronché. Nommé diplomate en chef du Canada à la mi-août, en remplacement de Peter MacKay, il a tenté de faire passer le message du gouvernement de Stephen Harper sur l'Afghanistan au Québec.

"Je sais que vous êtes des gens fiers et responsables, des gens de parole. Les Québécois finissent le travail qu'ils ont commencé", a lancé le Beauceron.

L'animateur de l'événement et directeur du CERIUM, Jean-François Lisée, n'a pas manqué de saluer le ministre vers la fin de cette soirée mouvementée. "C'est ce que j'appelle un baptême de feu, a-t-il dit. Je vous salue pour votre cran."